

Contrat de Projets Etat-Région, l'Etat doit revoir sa copie !

***Pour un
aménagement du
territoire
équilibré !***

***Construire et
répondre aux
besoins des
populations avec
le service
public !***

***Non aux
transferts de
charges !***

***Les moyens
financiers
existent !***



Retrouvez nous sur :
<http://pcf-montlouis.chez-alice.fr>

Contact mail :
pcf-montlouis@tiscali.fr

Ça nous concerne tous !

Du fait de la politique libérale du gouvernement actuel, les propositions de l'Etat pour le futur Contrat de Projets Etat-Région (CPER) ne répondent pas aux exigences des besoins de la population et des collectivités de notre région.

Le manque d'engagements financiers de l'État bloque les dynamiques de développement engagées par les élus en Région Centre ces dernières années.

C'est dans ce contexte que l'Assemblée Régionale va débattre avec l'Etat du futur Contrat de Projet Etat-Région a déclaré Jean-Michel Bodin, Vice-Président du conseil régional chargé des transports lors de la session plénière de la région le 14 septembre dernier.

Le gouvernement prétexte le manque de moyens financiers pour réduire de plus de la moitié ses engagements dans ce CPER. Il n'est pas vrai que l'Etat serait devenu subitement pauvre. C'est le gouvernement de droite qui a décidé volontairement de l'appauvrir en faisant cadeaux sur cadeaux aux entreprises et aux grandes fortunes : réduction de l'Impôt sur la fortune, réductions des cotisations sociales, exonérations fiscales...

L'Etat, pour équilibrer son budget, pratique les transferts de charges vers les collectivités ; départements, régions, communes, et impose, de fait, les élus à participer aux déséquilibres sociaux et économiques.

Ce n'est pas acceptable, et les élus communistes dans la région n'acceptent pas de signer ce CPER qu'il faudrait considérer comme un "acte de reddition".

Les moyens financiers à engager existent !

Notamment par la Taxation des actifs financiers. 0,5% rapporteraient 25 milliards d'euros. Cette année, 30 milliards d'euros ont été distribués aux actionnaires des 40 plus grandes entreprises.

Pour le groupe des élus régionaux communistes, cette mesure serait : « *Socialement juste, efficace pour le développement économique et l'emploi. La décider est une question de volonté et de courage politique.* »

L'électrification de la ligne Tours-Vierzon est entrée dans sa phase active de travaux. Elle permettra de proposer en 2008 une offre TER renouvelée entre Tours et Bourges. La région Centre a avancé la part de l'Etat du financement de l'électrification de Bourges-Saincaize. En 2010, l'axe Nantes Lyon en région sera totalement électrifié.

Cette modernisation traduit la volonté du conseil régional de donner une dimension nationale et européenne à un axe majeur tant pour le transport des voyageurs que pour le Fret respectant ainsi les accords de Kyoto sur l'environnement et offre une alternative à la route.

***Face à cette volonté régionale, le gouvernement propose
une politique de mépris et de désengagement qui est choquante !
Il compromet les grands projets d'infrastructures !
Il compromet l'équilibre des territoires !***

***La copie de l'État est donc à revoir ! Avec les élus communistes régionaux,
agissons pour un Contrat de Projets Etat-Région, juste, solidaire ayant le
souci de l'emploi, de l'environnement, et de la péréquation territoriale.***

***La section du Parti communiste et les élus communistes et républicains
de Montlouis vous proposent de venir échanger à l'occasion***

d'une rencontre-débat le

***Lundi 23 octobre 2006
à 20 H 30***

***Salle du Centre social Pivert à Montlouis-sur-Loire
(près de la mairie)***

avec la participation de :

***Jean-Michel Bodin, Vice-président du Conseil Régional chargé
des grandes infrastructures et des transports,
Président du groupe des élus communistes du conseil régional,
Dominique Touraine, adjoint au maire de Montlouis-sur-Loire,
Maryse Cabanel, secrétaire de la section locale du PCF***

✂ -----

Parti communiste français, un parti libre pour construire un monde juste

- Je souhaite être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français
- Je verse euros (chèque à: Association de financement du PCF)

Nom et prénom _____ Adresse _____

Bulletin à renvoyer à

Parti communiste français - 35 rue Bretonneau - BP 5805 - 37058 TOURS Cedex
☎ 02.47.61.27.99 ☒ 02 47 66 42 94 e-mail : P.C.F-37@wanadoo.fr